

Mali : les guerres à visées impérialistes n'ont jamais aidé les peuples

En dix jours, 2000 soldats ont déjà été envoyés au Mali par François Hollande et son gouvernement, avec un déploiement matériel aérien et au sol énorme selon les militaires eux-mêmes.

Cette nouvelle aventure guerrière, dite anti-terroriste, rappelle inmanquablement les précédentes croisades des grandes puissances en Irak ou en Afghanistan. On sait quand elles commencent, mais on ne sait pas, ni quand ni comment elles finissent.

Sauver le Mali de l'avance des islamistes ?

Mensonge. Cette guerre comme bien d'autres menées par les grands de ce monde, le sont d'abord menées en appui aux pillages économiques effectués par leurs trusts, en particulier dans cette région du Sahel : pétrole et gaz pour BP ou Total en Algérie, uranium pour Areva au Niger, pays limitrophes de ce nord Mali dont il s'agit de faire la reconquête. Tant pis si les populations déjà laissées dans un dénuement extrême, vont probablement le payer cher, dans le nord comme dans le sud Mali, livrant davantage de jeunes au désespoir et aux terroristes recruteurs, dont le terreau est précisément la misère. Les tristes expériences de ces vingt dernières années ont montré que les croisades des dirigeants des grandes puissances contre le terrorisme ne nous en ont pas délivrés, au contraire !

Le Mali est un pays aujourd'hui ravagé. La faute à qui ? Pillé par les trusts, dont quelque 125 sociétés françaises, de BNP à Alcatel, en passant par Paribas, Vinci et Bolloré, intéressées par l'or ou le coton. Déstabilisé aussi par la guerre en Libye engagée en 2011 par les grandes puissances, France en tête.

Le gouvernement provisoire malien, soutenu par la France, n'est qu'un paravent aux guéguerres entre cliques corrompues, l'armée de son côté utilisant surtout ses galons à racketter la population.

Devant les exactions commises contre la population au nord par les nouveaux maîtres djihadistes (obligation du port du voile pour les femmes, coups de fouet voire mutilations pour mauvaises mœurs...), une bonne partie de la population du Mali et des travailleurs maliens dans l'immigration ont pu se

réjouir de l'engagement de l'armée française. Mais le remède risque de se révéler pire que le mal.

La liste est longue, des craintes qu'on peut nourrir sur l'issue de cette aventure guerrière.

Une guerre sans morts ? On nous ment manifestement. Comment ? Maison par maison ? Pour en extirper les combattants djihadistes ? Avec au sud la chasse aux Touaregs ou « peaux claires », qui a déjà commencé à Bamako où jusqu'à peu la cohabitation ne posait pas de problème ?

Une guerre limitée et sans conséquences imprévisibles ? La guerre s'est immédiatement propagée en Algérie où un groupe armé islamiste a envahi la base gazière d'In Amenas. Et c'est évidemment la population malienne qui va payer le prix le plus lourd. Par les morts, les destructions et désorganisations, les exodes de masse ou exactions qui ont déjà commencé.

Que faire alors ? L'émancipation des peuples, comme celle des travailleurs, ne peut être l'œuvre que des peuples eux-mêmes. C'est évidemment facile à dire, plus difficile à faire. Les travailleurs dans les métropoles des pays riches, les peuples dans les pays qu'elles saignent, auraient pourtant ensemble la force du nombre pour empêcher les pillards capitalistes et leurs cliques au pouvoir de nuire. Et de s'organiser contre des groupes terroristes qui se nourrissent de la misère et du désespoir, mais sont loin d'être des ennemis irréductibles de l'impérialisme. Il n'y a pas de solution hormis la mobilisation venue d'en bas

Grève à PSA Aulnay

Six mois après l'annonce de la fermeture de leur site, plusieurs centaines de travailleurs de PSA Aulnay sont partis mercredi dernier en grève reconductible. Vendredi, 200 grévistes ont débarqué dans l'usine PSA de Saint-Ouen, recevant un accueil chaleureux.

Souhaitons que l'arrêt de la chaîne de production à Aulnay se transforme en réaction en chaîne parmi toutes les entreprises victimes de licenciements !

Méthode Coué

« Succès » de la stratégie à l'international, gamme renouvelée, hausse des ventes en 2013 : l'Open Forum de vendredi dernier sur les Objectifs et Enjeux des Régions a versé dans l'autosatisfaction.

Après avoir soufflé le froid pour justifier la cure de compétitivité, c'est maintenant la « *positive attitude* ». On est censé y croire ?

Les grands stratèges

Absence sur les marchés chinois ou nord-américains, augmentation des capacités de production en Russie ou au Maroc en pleine crise de surproduction en Europe... C'est aussi ça la « stratégie internationale » de Carlos Ghosn. Un « succès », vraiment ?

Ce n'est pas aux salariés de payer la crise

Les mauvais résultats commerciaux en Europe servent à faire passer la casse sociale menée au nom de la compétitivité à Renault, comme à PSA.

Mais si les ventes européennes d'automobiles baissent, à qui la faute ? Aux travailleurs pas assez compétitifs ou à leurs portefeuilles mis à plat par la rigueur et les licenciements partout en Europe ?

Quant aux grands groupes financiero-industriels, responsables de la crise, ils continuent à faire la loi.

La bourse ou la vie

Après l'annonce de son plan de suppression d'emplois, l'action Renault a grimpé de 5 % en une semaine. Le hold-up boursier continue.

Pour réchauffer l'ambiance

Le prochain round sur la compétitivité, qui portera sur les salaires, a lieu ce mardi 22 janvier. Et il n'y a rien à en attendre de bon. Mercredi 23, des rassemblements et des débrayages doivent avoir lieu au Technocentre et dans la plupart des sites Renault. C'est l'occasion de donner son avis sur cet accord.

Travailler plus pour travailler plus

Avec la suppression du CEF et la remise en cause des accords locaux en usine, ce sont l'équivalent de 4 à 21 jours supplémentaires, comme à Cléon, qui seraient travaillés par an. Une augmentation du temps de travail chiffrée à +6,5 % par Renault. Moins il y a de travail, plus on travaille : logique, non ! ?

1+1 = 1,5

Lors de la dernière réunion sur la compétitivité, la direction a annoncé son intention de « rapprocher » l'Ingénierie Véhicule et l'Ingénierie Mécanique à partir de 2013.

Ce rapprochement entre Rueil et Guyancourt risque de ne pas être seulement géographique. Son but est d'obtenir une « ingénierie redimensionnée ». Avec des effectifs en baisse et polyvalents bien sûr.

Bourreau des cœurs

La direction voudrait ne conserver en France que le « cœur de métier ». Mais quels sont les métiers et les compétences appartenant à ce « cœur » ? Mystère.

Seule certitude : sa volonté de continuer à externaliser des parties de l'Ingénierie (1000 salariés Renault seraient dans le collimateur), et à délocaliser dans les RTx 500 Equivalent Temps Pleins France supplémentaires. Du travail de boucher.

Un portefeuille à la place du cœur

Pilotage par le budget et la MOP, obsession du cours de l'action... Le cœur de métier de Renault n'est plus l'automobile : c'est le Free Cash Flow !

Soldes et destockage

Pour faire des économies, la direction étendrait la Dispense d'Activité des Carrières Spécifiques (DACS) possible trois ans avant son départ en retraite, en supprimant les conditions travail posté ou invalidité et en l'ouvrant aux cadres.

Ceux qui auront 58 ans d'ici 2016 pourraient en bénéficier. Mais au prix d'une baisse de salaire d'au moins 25 % pendant 3 ans. Il faut pourvoir se le permettre.

Volontaires désignés d'office

La direction préfère parler de départs « volontaires » plutôt que de plan social. Mais de quel volontariat s'agit-il lorsqu'un salarié pourra être licencié s'il refuse un détachement à plusieurs centaines de kms de chez lui ? Ou lorsque son poste, voire son métier, est classé « sensible », que son activité est externalisée, qu'il n'a plus de perspective... ?

Nissânerie

Le dernier effet d'annonce pour que syndicats et gouvernement valident l'accord de compétitivité serait la venue de productions Nissan sur les sites Renault. Ce qui ne remettrait pas en cause les suppressions d'emplois, et donnerait donc plus de travail à ceux qui restent.

On n'arrête pas le progrès

Lors de leur entretien annuel, ceux qui arrivent sur un nouveau poste sont gratifiés de la nouvelle évaluation « Progrès attendus ». Bonjour le cadeau d'arrivée !

Après la Ruche, le Ring

Un « dispositif de facilitation » pour gérer les « situations relationnelles difficiles » : c'est le projet de Renault pour 2013. Avec des « facilitateurs » qui interviendraient sur « toute situation de tension, conflit entre personnes qui dépassent le cadre normal des relations professionnelles » !

Avec Drive the Change, redouterait-elle un remake du Contrat 2009, avec des pugilats et des suicides ? La vraie prévention, ce serait de ne pas mettre les salariés sous tension et en concurrence.